

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 22/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DUO METAL (ex GOUX)

795 rue Saint Hilaire
60150 Coudun

Références : IC-R/494/25-NEC/SF
Code AIOT : 0005101087

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement DUO METAL (ex GOUX) implanté 795 rue de Saint Hilaire 60150 Coudun. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

DUO MÉTAL (DUO EMBALLAGES) est soumis à l'obligation de mesure des PFAS dans l'air en raison de :

1. La nature de son activité (four de brûlage) : l'établissement exploite un four de brûlage pour le nettoyage de fûts métalliques. Ce type d'installation relève de la rubrique ICPE 3520 (Installations de traitement thermique des déchets).

- Processus à risque : les PFAS (substances per- et polyfluoroalkylées) sont des contaminants très résistants à la chaleur. Ils peuvent être présents dans les résidus, les revêtements ou les impuretés des fûts traités.
- Chimie thermique : si les températures élevées sont censées détruire les PFAS, il s'agit de

vérifier que l'incinération permet bien la destruction des substances PFAS contenues dans les déchets, et améliorer les connaissances globales sur la thermodégradation des PFAS.

2. Le cadre réglementaire national

DUO MÉTAL est directement visé par la législation mise en place pour surveiller les sources potentielles de rejets de PFAS en France (arrêté ministériel du 31 octobre 2024).

En résumé, DUO MÉTAL est concerné parce qu'il opère une installation classée (ICPE 3520) qui, de par son processus de traitement thermique, est légalement soumise à l'obligation de vérifier si elle rejette des PFAS dans l'air, conformément à l'arrêté ministériel du 31 octobre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DUO METAL (ex GOUX)
- 795 rue de Saint Hilaire 60150 Coudun
- Code AIOT : 0005101087
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DUO MÉTAL exploite un site de recyclage de fûts métalliques au sein de la commune de Coudun (60).

Les activités du site sont soumises au régime de l'autorisation au titre de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et sont autorisées par un arrêté préfectoral d'autorisation de 1983, complété par des arrêtés préfectoraux complémentaires de 1986, 1994 et 2011.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

RAS

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Accréditation des laboratoires	Arrêté Ministériel du 31/10/2024, article 4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Application de l'arrêté ministériel	Arrêté Ministériel du 31/10/2024, article 1	Sans objet
2	Campagne de prélèvements et d'analyses	Arrêté Ministériel du 31/10/2024, article 2	Sans objet
4	Transmission des résultats	Arrêté Ministériel du 31/10/2024, article 6	Sans objet
5	Analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 23/06/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les résultats PFAS Air ont bien été réalisés et transmis via GIDAF. Le rapport de contrôle a été fourni, mais les données saisies dans l'outil ne sont pas cohérentes avec les résultats du laboratoire. Plusieurs PFAS sont indiqués comme étant audessus de la limite de quantification, alors qu'ils sont en réalité en dessous. L'exploitant doit donc corriger les valeurs dans GIDAF, en suivant précisément les consignes de la note ministérielle du 7mars2024, notamment celles relatives au rapportage des concentrations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Application de l'arrêté ministériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/10/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rubriques visées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 2770, 2771, 2971, 3520.</p> <p>II. - Pour l'application du présent arrêté, les définitions suivantes sont retenues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les notions d'installation d'incinération et d'installation de co-incinération sont telles que définies aux articles 2 des arrêtés du 20 septembre 2002 susvisés ; - la notion d'installation de co-incinération des CSR est telle que définie à l'article 1er de l'arrêté du 23 mai 2016 susvisé ; - la notion de substances PFAS (substances per- ou polyfluoroalkylées) est telle que définie à l'article 1er de l'arrêté du 20 juin 2023 susvisé ;

- on entend par « émission atmosphérique canalisée » le rejet gazeux final issu de l'activité industrielle du site, rejeté directement ou indirectement dans l'air par tout type de conduite, canalisation, cheminée, etc.

Constats :

L'établissement DUO MÉTAL sis à Coudun est visé par l'arrêté ministériel du 31 octobre 2024 au titre des rubrique n° 3520 "Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets", avec un volume d'activité de 45 t/jour maximum autorisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Campagne de prélèvements et d'analyses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/10/2024, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Substances listées

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er fait réaliser une campagne de prélèvements et d'analyses des substances listées au présent article sur chaque point d'émission atmosphérique canalisée résultant du traitement thermique de déchets de l'installation.

Cette campagne porte sur :

- 1° le prélèvement et l'analyse de chacune des substances PFAS listées à l'annexe I au présent arrêté ;
- 2° la mesure du fluorure d'hydrogène (HF) ;
- 3° la mesure des principaux paramètres périphériques associés : débit, teneur en oxygène, température, pression, teneur en vapeur d'eau.

Constats :

La société DUO MÉTAL de Coudun a fait réaliser des mesures des rejets atmosphériques par le laboratoire KALI'AIR le 21 juillet 2025 sur l'installation "four de brûlage" (cf. rapport Kali'air référencé CKL25-A574-PR01-V03 du 10 décembre 2025).

1. Prélèvement et analyse des PFAS listés (49 substances)

Exigence	Constat	Respecté ?
Campagne sur chaque point d'émission canalisée.	Oui, la campagne a été réalisée sur le rejet atmosphérique du four de brûlage.	OUI

Prélèvement et analyse de chacune des 49 substances PFAS listées à l'annexe I.	Le rapport CKL25A574PR01_rapport P-FAS_V03 indique avoir analysé les 49 substances (PFHxA, PFOA, PFOS, etc.).	OUI

L'exploitant a réalisé la campagne et les analyses requises.

2. Mesure du Fluorure d'Hydrogène (HF)

Exigence	Constat	Respecté ?
Mesure du Fluorure d'Hydrogène (HF).	Le rapport CKL25A574PR01 contient les résultats d'analyse et les paramètres périphériques.	OUI

Les analyses transmises par l'exploitant montre bien la réalisation d'une mesure de HF.

3. Mesure des principaux paramètres périphériques associés

Exigence	Constat	Non-Conformité relevée par l'Inspection
Mesure des principaux paramètres associés : Débit, teneur en oxygène (O ₂), température, pression, teneur en vapeur d'eau.	Les paramètres ont été mesurés (nécessaires pour corriger les concentrations à 11 % O ₂ et calculer le flux).	NON (Non-conformité technique)

Le problème n'est pas l'absence de mesure, mais la non-conformité du point de mesure lui-même.

- Section de mesurage non conforme : un seul axe de prélèvement est accessible pour le conduit circulaire, alors que deux sont exigés par la norme.
- Conséquence : cette non-conformité rend la mesure des paramètres périphériques (notamment le débit et la concentration en O₂) non représentative ou potentiellement erronée.

Même si la mesure est réalisée, elle ne respecte pas les conditions de fiabilité et de représentativité imposées par la réglementation pour le calcul d'un flux polluant précis.

4. Résultats

PFAS spécifiques détectés :

A noter qu'à ce jour, l'ANSES a publié des valeurs toxicologiques (indicatives) long-terme par inhalation pour 3 PFAS (PFHxA, PFBA, 6:2 FTSA). Ainsi, les comparaisons ne sont possible que pour ces 3 substances.

Sur ces 3 PFAS, les résultats des mesures indiquent des valeurs sous le seuil de quantification. Les résultats indiqués sur l'outil GIDAF indique la détection de 2 PFAS avec des valeurs à quelques dizaines de ng/Nm³ : le PFHpA et le 6:2 FTCA. Ces 2 PFAS n'ont pas de valeur toxicologique de référence.

Bien qu'il s'agisse de substances différentes, on peut noter que l'ordre de grandeur des valeurs toxicologiques pour les quelques substances qui en ont, sont entre 0.5 et quelques dizaines de microgrammes. Ici, les concentrations mesurées (en sortie de cheminée) sont de l'ordre de la dizaine de nanogrammes, et donc largement inférieures à ces valeurs applicables à d'autres PFAS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Accréditation des laboratoires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/10/2024, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, COFRAC

Prescription contrôlée :

I. - Les prélèvements des substances mentionnées au 1° de l'article 2 du présent arrêté sont réalisés par des laboratoires ou organismes de prélèvement accrédités par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) selon la méthode OTM-45 et disposant des agréments 3a, 5a, 6a, 7 ou 9a tels que décrits dans l'arrêté du 11 mars 2010 susvisé. Les analyses des substances mentionnées au 1° de l'article 2 du présent arrêté sont réalisées par des laboratoires d'analyse accrédités par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) selon la méthode OTM-45 ou une méthode interne adaptée de la méthode OTM-45. Lorsque des méthodes de prélèvements et d'analyses pour les substances mentionnées au 1° de l'article 2 seront référencées dans l'avis susvisé dans sa version publiée au Journal officiel de la République française, les prélèvements et analyses de ces substances seront réalisés par les laboratoires ou organismes accrédités selon les méthodes normalisées de référence indiquées dans cet avis. En l'absence de laboratoire d'analyse accrédité, le laboratoire de prélèvement peut faire analyser ses échantillons par un laboratoire d'analyse qui justifie d'une validation de la méthode d'analyse interne basée sur l'OTM-45, et qui travaille conformément aux méthodes listées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement publié au Journal officiel de la République française. Dans ce cas, le laboratoire d'analyse détermine ses performances d'analyse des substances PFAS selon le protocole d'évaluation initiale des performances d'une méthode dans un laboratoire. Il réalise une évaluation de ses incertitudes d'analyse comme exigé dans la méthodologie de planification et réalisation des campagnes de mesurages, selon les méthodes de référence de mesurage dans l'air à l'émission de sources fixes référencées dans l'avis susvisé dans sa version publiée au Journal officiel de la République

française ou des référentiels équivalents.

II. - Pour les substances mentionnées au 1° de l'article 2, les prélèvements sont réalisés sur une durée d'au moins 4 heures et permettant le prélèvement d'un volume de gaz d'au moins 3 Nm³ secs.

III. - Les analyses des substances PFAS mentionnées au 1° de l'article 2 sont réalisées dans des conditions techniques permettant leur quantification à des valeurs les plus basses possibles. Les limites de quantification citées dans la norme XP X 43-126, relative au prélèvement et à l'analyse de composés per- et polyfluoroalkylés (PFAS) semi volatils polaires dans les émissions de sources fixes, sont réputées satisfaire à ces exigences.

IV. - Les prélèvements et les analyses du fluorure d'hydrogène (HF) mentionné au 2° de l'article 2 sont réalisés :

- en utilisant le dispositif de mesure en continu du fluorure d'hydrogène, pour les installations équipées d'un tel dispositif comme prévu dans les arrêtés du 20 septembre 2002 et du 12 janvier 2021 susvisés ;-
- de façon ponctuelle, uniquement pour les installations non équipées d'un dispositif de mesure en continu du fluorure d'hydrogène.

Lorsque le fluorure d'hydrogène est mesuré de façon ponctuelle, les prélèvements et les analyses sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé pour le prélèvement et l'analyse de cette substance, en utilisant les méthodes fixées dans l'avis susvisé dans sa version publiée au Journal officiel de la République française. Dans ce cas, la période de prélèvement du fluorure d'hydrogène est comprise dans la période de prélèvement des substances mentionnées au 1° de l'article 2.

V. - Les prélèvements et les analyse des paramètres mentionnés au point 3° de l'article 2 sont réalisés conformément à l'avis susvisé dans sa version publiée au Journal officiel de la République française.

VI. - Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les conditions de fonctionnement de l'installation pendant les prélèvements sont consignées dans le rapport d'essais. Les prélèvements sont effectués aux points d'émissions atmosphériques canalisées, avant toute dilution avec d'autres effluents.

Constats :

Accréditation : le laboratoire est-il accrédité pour les PFAS (LAB REF 22) ?

Le laboratoire affiche une accréditation : le rapport de KALI'AIR affiche le logo COFRAC avec la mention "Accréditation n° 1-1848. Portées disponibles sur www.cofrac.fr".

Il est demandé une justification parce que l'accréditation existante (même si elle couvre les rejets atmosphériques classiques) n'est pas nécessairement étendue aux mesures de l'ensemble des 49 PFAS selon la nouvelle méthode imposée par l'arrêté du 31 octobre 2024. La portée de l'accréditation doit explicitement inclure ce nouveau champ d'application.

Activité : l'activité représentative a-t-elle été maintenue ?

Procédé continu. L'exploitant n'avait certes pas renvoyé le document de conditions de fonctionnement (FE 11 43), car ce dernier était trop ancien, mais il a précisé lors de la visite d'inspection, que le four était bien en fonctionnement le 21 juillet 2025 :

- * nettoyage du four à 6h00,
- * mise en marche normale à 07h00,
- * production réalisée : traitement de 626 fûts.

L'installation fonctionnait donc bien à un régime représentatif de son activité nominale lors de ces mesures.

Conformité du site de prélèvement : la section de mesure est-elle conforme à la norme applicable ?

Non-conformité (fait non significatif) : la section de mesure n'est pas conforme à la norme NF EN 15259.

Le rapport indique un écart normatif au niveau de la section de prélèvement sur le four de brûlage. En effet, un seul axe de prélèvement était accessible lors de l'intervention, alors que la norme NF EN 15259 en exige deux pour les conduits de ce diamètre. Le laboratoire souligne que cette configuration peut entraîner une mauvaise détermination du débit et des concentrations. Cette non-conformité sur la section de mesurage remet en cause la représentativité et la fiabilité des mesures de débit et de concentration (et donc du flux de PFAS calculé).

Cette non-conformité technique est un manquement aux conditions de réalisation de la prescription et a fait l'objet d'une demande d'action corrective.

Processus : la mesure est-elle isocinétique ?

Oui, mentionné dans la stratégie d'échantillonnage, mais impacté par l'accès unique.

Blancs : un blanc de site a-t-il été réalisé ?

Oui, exigence mentionnée (< 10 % des mesures).

Paramètres gaz : Oxygène (O₂) de référence correct ?

Oui, correction à 11% d'O₂ appliquée. O₂ mesuré moyen : 18,7% (très élevé, forte dilution).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>1. Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre les mesures techniques nécessaires pour rendre accessible le second axe de prélèvement, afin que les prochains contrôles soient pleinement représentatifs et conformes aux normes en vigueur.</p>
<p>2. Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 octobre 2024 relatif aux substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) et de la norme en vigueur pour la mesure des rejets atmosphériques, les analyses doivent être réalisées par des organismes accrédités.</p> <p>L'exploitant devra transmettre à la DREAL/Unité Départementale de l'Oise, sous un délai de trois (3) mois à compter de la réception du présent rapport, les justificatifs d'accréditation COFRAC à jour (ou équivalent) des laboratoires ayant participé à l'échantillonnage et à l'analyse du rejet atmosphérique du four de brûlage (référence CKL25A574PR01-V03).</p> <p>Cette justification devra clairement attester que la portée de l'accréditation couvre spécifiquement la méthode normalisée de prélèvement et d'analyse des 49 substances PFAS dans les rejets atmosphériques (fumées), conformément aux exigences de l'arrêté du 31 octobre 2024, ou que les mesures sont bien couvertes par le champs d'application de la note du 7 mars 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Transmission des résultats

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/10/2024, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rapport</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant transmet les résultats commentés de la campagne de prélèvements et d'analyses ainsi qu'une copie du rapport d'essais complet à l'inspection des installations classées, au plus tard deux semaines après réception du rapport d'essais. A la demande de l'exploitant, la transmission des résultats peut aussi être réalisée par l'organisme ayant rédigé le rapport d'essais relatif aux concentrations mesurées sur site. Les résultats et le rapport sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère chargé des installations classées, conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. Si le fluorure d'hydrogène (HF) a été mesuré à l'aide d'un dispositif de mesure en continu mentionné au IV de l'article 4, alors l'exploitant transmet les résultats mesurés par ledit dispositif pendant la période de prélèvement des substances mentionnées au 1° de l'article 2, avant soustraction des intervalles de confiance prévus dans les arrêtés du 20 septembre 2002 et du 12 janvier 2021 susvisés.</p> <p>II. - Pour les installations ayant fait l'objet de prélèvements et d'analyses des substances mentionnées au 1° de l'article 2 dans leurs rejets atmosphériques avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'exploitant peut transmettre à l'inspection des installations classées le rapport</p>

d'essais relatif aux concentrations mesurées sur site et justifie que les conditions dans lesquelles les mesures ont été réalisées sont conformes au présent arrêté. L'inspection vérifie que les mesures permettent d'obtenir des résultats représentatifs de l'activité de l'établissement et qu'elles ont été réalisées selon les conditions fixées à l'article 4 du présent arrêté. Dans ce cas, les mesures demandées dans le cadre de cet arrêté sont considérées comme étant déjà réalisées. Si les mesures n'ont pas été réalisées dans les conditions fixées à l'article 4, l'exploitant réalise une nouvelle campagne de prélèvements et d'analyses des substances mentionnées à l'article 2 du présent arrêté, dans les conditions et délais des articles 4 et 5 du présent arrêté.

III. - L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er du présent arrêté n'a pas l'obligation de réaliser la campagne de prélèvements et d'analyses mentionnée à l'article 2 s'il démontre que la composition des flux de déchets entrants dans l'installation est stable dans le temps, et que les déchets entrants ne contiennent pas de substances PFAS.

Constats :

L'exploitant a renseigné les résultats des mesures PFAS Air sous l'application GIDAF et a transmis le rapport de contrôle aux services de l'Inspection.
Cependant, les valeurs rentrées dans l'outil ne sont pas cohérentes avec le rapport du laboratoire. En effet, il est indiqué pour la plupart des PFAS que les résultats sont supérieurs à la limite de quantification, alors que ce n'est pas le cas.

Il convient de reprendre les données transmises via GIDAF en reprenant bien les instructions de la note ministérielle du 07 mars 2024, notamment vis à vis du rapportage des concentrations décrite en annexe technique (§2.4 page 7 et 8).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : les données transmises notamment dans la colonne "Remarque d'analyse" sont erronées. Il convient de corriger cette rubrique sous GIDAF dans un délai de 1 mois.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/06/2023, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, PFAS

Prescription contrôlée :

I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713.

Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non

mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.

II. - Au sens du présent arrêté, on entend par :

- rejets aqueux : effluents issus de l'activité industrielle du site rejetés directement ou indirectement vers le milieu naturel, et rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;
- substances PFAS (substances per- ou polyfluoroalkylées) : toute substance qui contient au moins un atome de carbone méthyle complètement fluoré (CF₃-) ou méthylène (-CF₂-), sans aucun atome H/Cl/Br/I lié.

Constats :

Par rapport à l'article 1 de l'arrêté ministériel susvisé, l'établissement DUO MÉTAL à Coudun n'est pas directement visé pour la réalisation des mesures de PFAS dans ses rejets aqueux, car il relève de la rubrique 3520 mais pas 3510.

Au vu des résultats atmosphériques et du caractère dangereux des déchets traités, l'exploitant se positionnera sous 1 mois sur la présence de rejets aqueux qui seraient concernés par l'AM de juin 2023 (positionnement par rapport à l'alinéa 2 du I. de l'article 1), et réalisera le cas échéant, sous 6 mois, les campagnes de mesure prévues par l'AM de juin 2023.

Nota : les extincteurs sont en cours de changement pour des versions sans PFAS.

Type de suites proposées : Sans suite